

Le Président Sarkozy et les relations franco-camerounaises

Larissa Kojoué Kamga, CEAN-IEP Bordeaux*

L'hypothèse qui sous-tend cet article est l'idée d'une nouvelle impulsion dans la politique étrangère de la France en Afrique. Cette impulsion nouvelle peut-être attribuée au volontarisme dont a fait preuve le président Sarkozy depuis son arrivée au pouvoir. En effet, aucun des trois piliers sur lesquels reposent les relations de la France avec l'Afrique (économique, politique, militaire et sécuritaire) n'échappe à une certaine « modernisation ». Signature d'un contrat de désendettement sur le long terme (le C2D), rénovation des accords de défense et de coopération militaire, multilatéralisation des rapports de la France avec ses anciennes colonies (européanisation de l'aide, africanisation des efforts de maintien de paix etc.)¹, constituent des éléments relativement nouveaux dans la politique étrangère de la France en Afrique².

Le Cameroun fait partie des premiers pays à bénéficier de toutes ces réformes. De part les liens historiques profonds qui le lient à la France (point sur lequel nous reviendrons dans la première partie), on peut en déduire son importance dans la politique française en Afrique. Pourtant, depuis son arrivée au pouvoir, N. Sarkozy semble distant avec le chef d'Etat camerounais. Il convient de relever que le président Biya, nouveau doyen des chefs d'Etat en Afrique noire francophone est considéré comme l'un des piliers de la *françafrique*³, ce système de relations personnelles, ambiguës et corrompues qui lient les présidents français à leurs homologues africains. Ce système est énergiquement dénoncé en Afrique comme en France et aussi au plan international. Faut-il voir dans l'attitude de N. Sarkozy une volonté de dépersonnalisation des

* Larissa Kojoué Kamga, doctorante au CEAN de l'IEP de Bordeaux, prépare une thèse sur l'agenda politique du SIDA au Cameroun.

¹ La multilatéralisation des relations de la France avec ses anciennes colonies implique une multiplication des interlocuteurs, et une dépersonnalisation des rapports entre hommes politiques.

² Autant de réformes en si peu de temps, une interrogation demeure tout de même, celle de savoir si ces rénovations observables sont l'œuvre de N. Sarkozy ou l'aboutissement d'un processus engagé par ses prédécesseurs ? Tel n'est cependant pas l'objet de notre étude.

³ Nous distinguons la Françafrique telle que définie plus haut, de la France-Afrique, entendue comme relations diplomatiques et politiques tout simplement.

relations de la France avec le Cameroun ? Si tel est le cas, n'est-on pas alors dans la rupture telle qu'il l'avait annoncée ? A partir de l'exemple camerounais, cet article entend analyser et apprécier les termes et les modalités de l'engagement et de l'investissement du président Sarkozy à la « rénovation » des relations franco africaines. Le but final de cette réflexion s'inscrit dans une volonté d'apporter des éléments d'observation et d'interrogations permettant de comprendre le « sarkozysme » à l'épreuve des faits avec l'Afrique.

La France et le Cameroun : une relation historique inégale

Cet article part d'un double constat, celui d'une remarquable impopularité de la France au Cameroun (Fred Eboko et al, 2008), et celui de l'impopularité de son président N. Sarkozy. L'histoire de la colonisation du Cameroun ne retient pas seulement le nom de la France, on y retrouve aussi l'Angleterre et l'Allemagne. Pourtant de toutes ces puissances, aucune ne joue un rôle si important dans la diplomatie Camerounaise, à tel point que par moments on pourrait croire que la France assume seule la responsabilité des liens du Cameroun avec l'Europe (voir avec le reste du monde) (S. Tonme, 2008).

Le Cameroun et la France entretiennent des relations très étroites depuis les indépendances. Cette relation s'intègre dans les changements respectifs intervenus dans les deux pays. Le Cameroun a en effet connu de profondes modifications sociales, économiques et politiques depuis le début des années 1990. Ces mutations ont concomitamment été déterminées par la crise économique, la libéralisation formelle de la vie politique et une intégration accélérée et difficile dans le nouveau territoire de la mondialisation (G. Courade, 2000). Dans ce cadre, la diversification de ses partenaires, les conditionnalités imposées par les institutions de Bretton Woods et le repositionnement de son plus ancien partenaire (la France) paraissent avoir joué sur les représentations, les frustrations, les attentes, les espoirs ou les ressentiments vis-à-vis de la « mère-patrie ». De la Conférence de La Baule en 1990, au discours de Dakar en 2007, en passant par la dévaluation du franc CFA en janvier 1994, la position de la France vis-à-vis de ses partenaires africains a toujours donné lieu à des réactions fortes qui ont alterné soutien (rarement), désaffection, adhésion, colère ou déception. Internationalistes, économistes et africanistes s'accordent pour dénoncer la dépendance malheureuse du pays vis-à-vis de la France. Liens économiques étroits et désavantageux (Bayart 1995, Tonmé 2008), présence militaire (J. E. Pondi, 2002 ; S. Tonmé, 2008), loyauté diplomatique et patronage politique (M. Beti, 1993 ; S.

Foutoyet 2009 ; V. Hugueux 2009) sont autant de reproches qui sont adressés aux relations entre la France et le Cameroun.

L'appui à la gouvernance ou l'aide à la souveraineté

L'influence politique de la France au Cameroun semble certaine. On peut situer le début de la coopération franco africaine en 1944 à Brazzaville, capitale de la France libre, vers la fin de la deuxième guerre mondiale. Du 30 janvier au 8 février 1944, s'y est tenue la conférence qui a jeté les bases de la relation France Afrique, et par conséquent des relations bilatérales dont France Cameroun. Cette conférence regroupait les représentants administratifs des territoires français d'Afrique autour de René Pléven, commissaire aux Colonies. Elle était présidée par le Général De Gaulle qui à cette occasion a posé les bases de l'Union Française, une institution dont l'idée était la construction d'une communauté de destin entre la France et ses anciennes colonies devenues territoires d'Outre Mer. A cette conférence, l'idée de décolonisation est fermement exclue. Mais beaucoup considèrent cependant que cette conférence fut un vrai faux départ des décolonisations.

En ce qui concerne le Cameroun, les premiers textes régissant ses relations avec la France datent du 31 décembre 1958, soit exactement 12 mois avant la proclamation de l'indépendance, le 1^{er} janvier 1960. Ces textes confèrent un statut spécial au territoire camerounais⁴ en lui accordant une certaine autonomie interne. Mais ils sont assortis de conventions qui renfoncent la mainmise de la France sur le processus institutionnel. Dépositaire des pouvoirs de la République française, c'est le Haut-commissaire aux colonies qui procède à la nomination du premier Ministre camerounais et, à ce titre, choisit le personnage politique local qui lui paraît convenable pour préserver les intérêts français. Mais l'accord du 31 décembre 1959 portant sur l'indépendance du Cameroun va contribuer à une autonomie totale du pays (du moins politiquement). Si celui-ci a largement contribué à un grand dynamisme des activités politiques au Cameroun, il a dans le même temps concouru à son blocage politique car négocié avec des « bons élèves » de la métropole, à savoir la classe politique hissée au pouvoir au lendemain des indépendances. Aussi la politique de la France en Afrique a rapidement été taxée de néocoloniale.

Les premiers reproches concernant la politique de la France au Cameroun datent ainsi du lendemain des indépendances. Les secondes peuvent être situées aux années 1990, dans un

⁴ Décret de 1957 sur les matières réservées à l'Etat français, Ordonnance du 30 Décembre 1958 sur le statut de l'Etat camerounais, régime de tutelle entre autres.

contexte d'ouverture démocratique, quand l'opposition et une partie de l'opinion reprochaient à la France son soutien au président Biya et son silence vis-à-vis des incidents qui avaient entaché le processus électoral. Spécialiste de la vie politique camerounaise et des relations entre la France et l'Afrique, Jean-François Bayart avait noté : « *Il [M. Biya] est trop fin politicien pour ignorer les remontrances que nous [la France] lui adressons à intervalles réguliers ne pèsent guère au regard de notre détermination à éviter à tout prix une rupture entre son pays et le Fonds Monétaire International. Et il a pu noter avec satisfaction que le soutien militaire, limité mais prompt et politiquement gratuit, que nous lui avons apporté dans son différend avec le Nigeria suffisait amplement à acculer son opposant le plus en vue, M. Fru Ndi, à la faute, à désarmer la presse contestataire et à étouffer dans l'oeuf la révolution de palais qui le menaçait au début de l'année [1995]* » (J. F. Bayart, 1995).

L'écrivain camerounais Mongo Béti considérait d'ailleurs que si l'Afrique, et surtout l'Afrique francophone, continuait à sombrer dans une décrépitude sans pareille, c'était bien la « coopération française » qui en était principalement responsable car pour maintenir son rêve de grande puissance, la France aurait soutenu dictateurs et partis uniques et bloqué toute perspective d'une prise en charge autonome de leur propre développement (M. Béti, 1995). La coopération franco-camerounaise comme la coopération France Afrique, prétextant être au service du devenir ou du développement, ne serait donc selon lui qu'un masque anti-africain par l'intermédiaire duquel la France soutient, aux dépens du peuple africain, les dictateurs et les corrompus des pouvoirs africains tout en préservant ses intérêts, même les plus arbitraires. Dans cette même perspective, elle aurait largement contribué à la persécution des leaders d'opinion camerounais⁵.

La marque la plus évidente de cette aide à la souveraineté est sans aucun doute les accords de défense et de coopération militaire. Ces accords (dont les clauses demeurent jusqu'aujourd'hui secrètes) reposent sur une confusion volontairement entretenue par la France entre la sécurité extérieure et intérieure de l'Etat camerounais. L'action militaro diplomatique de la France : formation des cadres de l'armée, assistance technique, renforcement des capacités de défense etc. n'aurait eu pour unique but que de maintenir les conditions d'un approvisionnement régulier. La marque de cet enjeu était (est) bien sûr l'accès aux matières premières, d'où la pratique d'une doctrine d'intervention. Et même si le Cameroun ne dispose pas de base militaire française sur son sol, la présence de nombreux coopérants militaires dans tous les corps armés jusque dans la

⁵ Félix Moumié notamment, a été empoisonné et est décédé en Suisse avec la complicité des services secrets français. Il était l'un des leaders du parti indépendantiste camerounais UPC (Union des Populations du Cameroun) et fut l'un des martyrs de l'indépendance du Cameroun aux côtés de Ruben Um Nyobé, et d'Ernest Ouandié.

Garde Présidentielle (J. F. Bayart, 1995), témoigne d'une profonde présence et influence de la France sur le territoire camerounais.

Une domination économique lourde

Les liens économiques entre la France et le Cameroun sont marqués par une relation historique très étroite, du condominium franco britannique jusqu'au partenaire privilégié que reste la France pour l'économie camerounaise. Les profonds bouleversements dans la vie politique et économique du pays sont perçus par de nombreux camerounais comme la conséquence d'un marché de dupes, d'une représentation inégale.

Les premiers accords économiques entre la France et le Cameroun datent de Novembre 1960, année de l'indépendance du pays. Cependant les échanges économiques entre ces deux pays vont bien au-delà (S. Tchinda, 2003). Porté par des taux de croissance élevés de la deuxième moitié des années 1970 au milieu des années 1980, le Cameroun s'est distingué par ses résultats économiques. La croissance, assez modérée avant la découverte des gisements pétroliers (4% entre 1966 et 1976), explose littéralement à partir de 1977. Entre 1977 et 1985, le boom pétrolier se répercute sur l'ensemble de l'économie camerounaise. Cette croissance se situe autour de 10% de 1978 à 1980. Elle baisse légèrement ensuite, se situant à 8% par an entre 1981 et 1985. Très vite cependant, le contexte économique va se dégrader. Entre 1985 et 1986 le taux de croissance, tout en restant positif, faiblit nettement en passant à 4,5%. La production pétrolière qui avait augmenté de 32% par an entre 1980 et 1985, se stabilise. Dans le même temps, la production agricole (20% du PIB) devient cyclique et progresse de manière plus lente. « Depuis lors, la situation économique camerounaise ne cesse de se dégrader. A l'origine, les ressources d'exportation enregistrent une très forte diminution. Entre 1984/85 et 1987/88, sous le double effet de la chute des cours internationaux et la dépréciation de la valeur du dollar en francs CFA, les termes de l'échange s'effondrent (-30% en 1985/86, -25% en 1987/88 pour l'ensemble des biens) et le pétrole perd 65% de sa valeur » (J. J. Aerts et al, 2000).

L'Etat camerounais est surpris de cette modification de son économie et des changements qui pèsent sur elle au niveau international. C'est le début d'une dépression économique et d'incertitudes sociales dont les effets vont marquer les années 1990 et transformer durablement la société camerounaise. Les premières politiques d'ajustement de l'économie concernent la contraction des dépenses publiques, en particulier la baisse des investissements sur les infrastructures de base. Le traitement de la dette, intérieure et extérieure accule l'économie

camerounaise, et le pays accepte de se soumettre, après avoir résisté, aux contraintes des PAS (Programme d'Ajustements Structurels).

La brutalité des changements dans la vie économique imposée par les PAS a entraîné des traumatismes psychologiques et politiques, et causé des dommages considérables aux rapports entre la France et le Cameroun. Ces changements ont été vécus comme un recul, une rétractation des engagements français. On reproche à la France de s'être retirée, d'avoir « laissez faire » les institutions de Bretton Woods alors qu'elle aurait pu réagir autrement, c'est-à-dire dans le sens de la défense des intérêts de son alliée de toujours. Les Camerounais ne comprennent pas qu'en dépit d'une histoire commune chargée de promesses et d'espoirs, les réalisations soient aussi maigres au point de penser à un échange de dupes. Aussi, selon une perception commune des liens économiques de la France avec le Cameroun, la France est-elle accusée de profiter des lourdes contraintes financières et économiques qui pèsent sur le pays (F. Eboko et al, 2008). Cette logique relève à la fois de l'histoire et de l'actualité, dont l'imposante présence des entreprises françaises sur le territoire et une vieille politique d'aide au développement.

La dévaluation du franc CFA en 1994, dans la continuité des recommandations des institutions de Bretton Woods a provoqué une fracture plus douloureuse et plus durable encore. Malgré les réticences du chef de l'Etat camerounais et de ses homologues africains, l'opération de dévaluation fut menée tambour battant avec le concours du Trésor français. Le doublement des prix de produits importés (notamment les médicaments) alors que dans le même temps les salaires étaient drastiquement diminués et des emplois supprimés, fut l'une des conséquences immédiates les plus difficilement vécues. Dans ce mouvement, la dévaluation du franc CFA avait doublé la dette extérieure du pays et réduite de moitié l'aide publique française. Le remboursement de la dette extérieure qui constituait déjà un problème majeur avant la dévaluation, devint ainsi intolérable.

La France au Cameroun : entre rejet et exigence d'une implication plus forte

Aujourd'hui la coopération franco-camerounaise repose sur un Document Cadre de Partenariat (DCP) d'un montant de 713M d'euros pour la période 2006-2010. Ce DCP s'appuie largement sur un mécanisme novateur, le Contrat de Désendettement (C2D) d'un montant de 537M d'euros signé suite à l'aboutissement de l'initiative PPTE (Pays Pauvres et Très Endettés) en 2006, soit autant que l'aide issue du point d'achèvement PPTE. Il s'agit d'un recyclage des échéances de remboursement de la dette du Cameroun à l'égard de la France sur la période, refinancées par des dons. Ce nouvel outil économique au service de la coopération, constitue l'un des plus

importants programmes d'Aide Publique au Développement (APD) jamais engagés par la France. Dans une interview de J F Valette, ancien ambassadeur de France au Cameroun (2003-2006), celui-ci déclare concernant la contribution de la France au développement du Cameroun : « *Ce qui m'a frappé c'est le nombre d'installations, d'infrastructures que la France a contribué à créer, à financer ou à entretenir au Cameroun [...] Le pont sur le Wouri qui a été construit en 1956 a été réhabilité, grâce à un financement français, au début par une entreprise togolaise mais à la fin par des entreprises françaises. La route qui mène au Gabon et à la Guinée Equatoriale a été financée par la France. Le pont de Makabaye a également été financé par la France et c'est une entreprise française qui l'a construit. [...] La France aujourd'hui intervient de plus en plus dans un cadre européen. Il faut savoir qu'aujourd'hui après la France, un des principaux bailleurs de fonds du Cameroun, c'est le Fonds européen de développement à travers ses interventions notamment dans le secteur routier. La plupart des routes qui existent au Cameroun ont été financées par l'Europe et là- dedans, il y a 25% de France. Ça, les gens l'ignorent* »⁶.

Effectivement, malgré les avis globalement positifs sur l'outil nouveau que constitue le C2D des réserves importantes quant à sa mise en œuvre demeurent. Ce que ressentent les gens, c'est que le gouvernement français *fait semblant* d'aider le Cameroun pour un décollage économique à travers le financement des projets, mais il s'organise pour ne pas laisser grand-chose aux Camerounais⁷. Systématiquement, la France est comparée aux nouveaux partenaires économiques du pays, de manière à signaler qu'elle n'est plus la seule, et qu'il y a mieux qu'elle.

Pour autant, la majorité des acteurs camerounais reconnaissent et c'est un fait, que la France est le premier partenaire économique du Cameroun. Cette ambivalence, est souvent accompagnée d'une valorisation des « autres » partenaires et de leur visibilité⁸. Sur ce point et nous reprenons là une idée développée par Fred Eboko et al. : « *il faut noter une relative ambiguïté entre la satisfaction affichée que le Cameroun ait noué des liens avec d'autres partenaires et le reproche adressé à la France de ne pas être assez présente ou visible, comme si la critique de la « domination » n'évacuait pas la volonté de voir la France plus présente et plus visible que tous les autres* » (F. Eboko et al, 2008). L'explication est à rechercher dans

⁶ « Le Cameroun tel qu'il va : le regard de JF Valette », *Cameroon Tribune*, Yaoundé, 11 septembre 2006

⁷ La plupart des projets sont menés par des entreprises françaises ou assimilées (comme le groupe Bolloré).

⁸ Les réalisations de certains partenaires sont très prégnantes dans le quotidien des populations : « l'hôpital chinois », « l'école des japonais » etc.

des données historiques plus fortes vis-à-vis de la France que des autres partenaires, et dans la forte familiarité de la présence et de l'implication française au Cameroun.

Nicolas Sarkozy et Paul Biya : un désamour entre la France et le Cameroun?

Dans le concert diplomatique international, les relations personnelles entre les chefs d'Etat sont déterminantes (H. Charrette De, 2008). C'est dans cette logique que tous les présidents africains se sont efforcés d'entretenir depuis les indépendances, des relations privilégiées avec leurs homologues français. Pour les premiers, avoir des relations privilégiées avec un chef d'Etat français constituait à la fois un gage de stabilité au pouvoir et une caution de fréquentabilité au plan international. C'est pourquoi les différents chefs d'Etat français en visite sur le sol africain ont été reçus avec un faste et une somptuosité qui contraste avec la simplicité et la sobriété de leur accueil à Paris. On en veut pour preuve les récentes et brèves visites du président Sarkozy au Sénégal, au Niger, au Congo ou encore au Gabon. C'est qu'en effet, recevoir un président français dans son pays relève d'un honneur, et participe d'une crédibilité politique à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Que dire alors du fait que le Président Sarkozy ne se soit jamais rendu au Cameroun ? Quelle est la nature de ses rapports avec le chef de l'Etat camerounais ?

P. Biya : un pilote discret

De son vrai nom Paul Barthélémy Biya'a Bi Mvondo, le président camerounais est né en 1933 au sud du Cameroun. Après des études primaires et secondaires au Cameroun et des études supérieures à Paris (Université Paris Sorbonne, Sciences Po Paris, Institut des Hautes Etudes d'outre mer) entre 1960 et 1963, il occupe ses premières responsabilités gouvernementales en tant que chargé de mission à la Présidence de la République dès 1962. En 1975, il devient Premier Ministre et prendra la place d'Ahmadou Ahidjo à la tête du pays après la démission de celui-ci. Réélu par trois fois à la présidence de la République respectivement en 1991, en 1997 et en 2004, il est par ailleurs président du RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais), le parti au pouvoir depuis 1985⁹.

La présidence de P. Biya est jonchée de turbulences dont peu d'hommes politiques aujourd'hui peuvent s'autoriser. Lorsqu'il arrive au pouvoir en 1982, Paul Biya place son régime sous le signe de la libéralisation et du renouveau démocratique. Pourtant, tentative de coup d'Etat raté en 1984, ouverture démocratique chaotique en 1991 sous fond de désobéissance civile (opération « villes mortes »), émeutes de la faim et rumeur de décès, l'action du président Biya s'inscrit dans un contexte de crise économique chronique et d'affirmation du pouvoir. Son imprévisibilité, son

⁹ Anciennement UNC (Union Nationale Camerounaise)

goût pour le secret et la discrétion ses fréquentes absences du pays lui ont valu la réputation d'un « sphinx » et d'un « homme invisible ». Cela s'explique. Au plan national, le président de la République se montre très rarement et ne parle à la nation qu'à des occasions très formelles : le 11 février à l'occasion de la Fête de la jeunesse, et le 31 Décembre, pour les vœux à la nation. C'est avec surprise que beaucoup de citoyens camerounais ont accueilli l'interview du président sur France 24 en octobre 2007 lors d'un passage à Paris et d'une brève entrevue avec N. Sarkozy. La dernière interview télévisée du Président Biya remonterait à 1985. Cet « exploit » est peut-être à mettre sur le compte d'une volonté de rapprochement avec le nouveau président français ?

Vingt huit ans au pouvoir, quarante huit dans les rouages de la vie politique de l'Etat camerounais, P. Biya est assurément un homme très expérimenté. Bien que *protégé*¹⁰ de la France, P. Biya a montré qu'il pouvait avoir d'autres alliés. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre son soutien au régime américain en opposition au non de la France à propos de la guerre en Irak en 2003¹¹. Paradoxalement, en sortant brièvement de sa coquille pour s'exprimer devant une chaîne de télé française alors qu'il était en visite officielle en 2007, on peut y voir une volonté affichée de partir sur de bonnes bases avec N. Sarkozy, nouveau président qu'il ne *connait* pas encore. A la télévision camerounaise comme à la télévision étrangère, le président Biya n'apparaît qu'à de très rares occasions (fête nationale du 20 mai, présentation des lettres de créances des diplomates étrangers, visites officielles, sommets internationaux comme le France-Afrique ou sommets de la Francophonie etc.). Cette « invisibilité » sur le territoire camerounais notamment et les nombreux déplacements à l'étranger a durablement imprimé dans la conscience de beaucoup de camerounais, l'image d'un « vacancier au pouvoir ». La révision de la Constitution qu'il a menée en 2008 afin de pouvoir se représenter aux élections présidentielles de 2011 a fait couler beaucoup d'encre et de salive. D'où le sentiment renforcé, surtout au plan international que P. Biya dirige d'une main de fer le pays depuis 28 ans et y a créé, discrètement, les garanties de sa pérennité au pouvoir.

¹⁰ Le soutien de la France après le coup d'Etat raté en 1984, dans l'affaire du conflit frontalier opposant le Cameroun et le Nigéria à propos de la presqu'île de Bakassi, le silence de la France après les élections présidentielles très contestées et suivies d'émeutes en 1991 etc.

¹¹ Le Cameroun assurait à ce moment la présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU. P. Biya avait été reçu à la maison blanche par G. W. Bush.

« N. Sarkozy est partout... » Sauf au Cameroun

Les positions prises par N. Sarkozy durant sa campagne présidentielle, pendant les premiers mois de sa présidence voir durant son mandat de Ministre de l'intérieur ont très rapidement construite l'image d'une nouvelle « ère politique ». De cette intransigeance, ce pragmatisme et cet activisme est né le « sarkozysme », la politique présidentielle de N. Sarkozy, caractérisée par un modèle libéral euro méditerranéen en rupture avec les méthodes du passé, l'exaltation de la valeur du travail, un libéralisme teinté de protectionnisme et un atlantisme assumé¹². Pour certains critiques cependant comme P. Rosanvallon, « *le sarkozysme n'est plus une doctrine, n'est plus une politique : il est une tentative permanente d'adaptation opportuniste aux réalités* »¹³.

Nicolas Paul Stéphane Sarkozy de Nagy-Bosca de son vrai nom, est né en 1955 à Paris. Après des études de droit et de science politique, il fait ses débuts en politique très jeune, à 21 ans au sein du RPR (Rassemblement pour la République) aujourd'hui UMP (Union pour un Mouvement Populaire). En 1983, N. Sarkozy devient le plus jeune maire de France. Il est alors maire de Neuilly-sur-seine où il fera ses preuves. Il occupera ensuite plusieurs fonctions électives au sein du parti, et rentrera dans le gouvernement Balladur en tant que ministre du budget et porte parole du gouvernement. Son soutien à ce dernier en 1995 contre Chirac et la victoire législative de la « gauche plurielle » l'effaceront momentanément du paysage politique français jusqu'en 2002. Député de droite le mieux élu en 2002, il soutient la candidature de J. Chirac et devient Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales. Son influence au niveau national s'agrandit alors tandis qu'il devient très impopulaire en Afrique¹⁴. Lorsqu'il devient président de la République en 2007, il abandonne la présidence du parti par souci d'impartialité.

Dès ses premiers mois à l'Elysée, le candidat de la « rupture » déclare clairement vouloir s'affirmer par l'action. Ses débuts sont marqués par un activisme très important, tant au niveau intérieur qu'au niveau international. Au niveau national, le président Sarkozy s'intéresse à tous les sujets : économie, santé, sécurité, transport, éducation, justice, emploi etc¹⁵. Il accorde régulièrement des

¹² <http://fr.wikipedia.org/wiki/Sarkozysme>

¹³ « Pierre Rosanvallon: "L'échec du sarkozysme, la panne de la gauche" » [archive], Mediapart, 17 septembre 2010.

¹⁴ Ce qu'on lui reproche alors, c'est une politique musclée à l'égard de l'immigration et des jeunes de banlieue, majoritairement issus de l'immigration noire et arabe.

¹⁵ Pour plus de détails sur la politique intérieure de N. Sarkozy, Présidence de la République française : www.elysee.fr

interviews aux journalistes, des conférences de Presse, descend sur le terrain (entreprises, lycées, hôpitaux, chantiers etc.), s'adresse directement à la population, répond même aux interpellations/injures qui lui sont personnellement adressées. Au plan extérieur, son ambitieux a marqué les esprits : celui de la « rupture ». Clef de son succès, cette volonté de rupture s'est déclinée dans tous les domaines. Son irruption sur la scène internationale, très médiatisée, relèverait presque du spectacle : libération d'Ingrid Bettancourt otage des FARC en Colombie, affaire des infirmières bulgares, réchauffement des relations avec les USA, tentative de modification du statu quo avec Israël, discours fermes à l'égard des relations franco africaines, ouverture vers la Chine, contacts fréquents avec le Proche et Moyen Orient et la Méditerranée, leadership croissant de la France en Europe, implication plus forte du pays dans le commandement intégré de l'OTAN etc., N. Sarkozy, bouillonne littéralement d'énergie au point de passer pour un « agité ».

Deux personnalités diamétralement opposées

Le moins que l'on puisse dire, c'est que N. Sarkozy est partout. C'est un super actif dont le style dynamique et direct contraste avec la remarquable discrétion du président Biya. Différence générationnelle, différence de style et communication politique, les relations diplomatiques officielles entre les deux hommes paraissent très impersonnelles, presque froides. A Cotonou en 2006, N. Sarkozy avait déclaré : « *les relations entre des États modernes ne doivent pas seulement dépendre de la qualité des relations personnelles entre les chefs d'État (...)* ».

Non pas que la relative méconnaissance des questions africaines par le président français soit la seule explication, mais on voit bien que pour le président français les relations personnelles avec le chef de l'Etat camerounais ne sont pas essentielles. C'est sans doute pour cette raison que ses visites en terre africaine sont si rares et si brèves. Peut-être est-ce aussi pour cette raison qu'il ne s'est jamais rendu au Cameroun malgré les nombreuses invitations du président Biya. Peut-être encore est-ce ce manque d'affectivité qui a poussé le président Biya, en visite officielle à Paris, à passer une journée à Bordeaux avec l'ancien Premier Ministre du temps de J. Chirac, A. Juppé¹⁶? On se souvient que le Président Biya avait grillé la politesse à N. Sarkozy en rencontrant d'abord A. Juppé. Manque d'affinités politiques oblige ? En poussant l'analyse, on peut se demander

¹⁶ Alain Juppé a plusieurs fois été au Cameroun, en 1985 lorsque P.Biya prenait la tête du parti nouvellement créé. En mai 2010 à l'occasion de la Conférence internationale (Africa 21) organisée par le Cameroun pour les 50 ans d'indépendance, il a été accueilli « comme un chef d'Etat » selon la presse locale. Lorsque le président Biya lui rendit visite en 2007 il était à l'époque candidat potentiel aux élections de 2011.

pourquoi un Président de la République comme P. Biya avait fait le voyage Paris-Bordeaux-Paris en TGV ? Contexte de crise ? Problème d'organisation ou retour d'ascenseur ? N'eut-été son statut de doyen des chefs d'Etat en Afrique noire francophone, P. Biya serait-il encore le bienvenu en France ?

Différents par leur nature et leur style, les deux présidents ont tout de même un point commun, l'imprévisibilité. Pour l'un comme pour l'autre, il est difficile de tracer avec précision les lignes d'une politique étrangère. De même que le président français est capable de critiquer le régime chinois mais d'inviter son président en France, de même le président camerounais est capable d'affirmer son soutien à la France et de donner son accord pour la guerre en Irak, ou d'abriter la deuxième plus grande ambassade des USA dans le monde. La liste n'est pas exhaustive. Entre les deux hommes cependant, formalisme et respect semblent être les maîtres mots d'une relation diplomatique plutôt platonique. On se souvient ainsi qu'au sommet France Afrique comme le 14 juillet ou encore au sommet de la Francophonie, il est plusieurs fois revenu au président Biya de parler au nom des chefs d'Etat et de s'asseoir à la droite du président français. Ces faits hautement symboliques participeraient uniquement selon nous au respect dû à son statut de doyen. Si le Cameroun occupe une place importante pour la France en Afrique, sa place et celle de son président ne semble pas centrale dans la politique étrangère de N. Sarkozy en Afrique. A partir de ces relations, quels enseignements peut-on tirer sur la politique de N. Sarkozy en Afrique ?

La place et le rôle du Cameroun dans la politique étrangère de Nicolas Sarkozy en Afrique : une politique de la distance?

Le poids du Cameroun en Afrique n'est pas modeste. Outre le fait qu'il représente en Afrique centrale un partenaire économique important, sa stabilité politique et la crédibilité du leadership du président Biya constituent pour la France un enjeu crucial pour l'avenir de ses relations avec l'Afrique.

Une zone stratégique

Géographiquement, le Cameroun occupe pour la France une position stratégique. Outre son attrait et sa puissance économique dans la sous-région Afrique centrale, la relative stabilité politique du pays et sa proximité avec les bases militaires françaises au Gabon, au Tchad et au Congo par exemple contribuent à son importance stratégique. Le Cameroun tire par ailleurs

avantage de sa proximité avec le Nigéria (anglophone), un des plus importants partenaires africains de la France, exportateur d'hydrocarbures et de produits miniers, mais régulièrement en proie à des luttes politiques internes. A côté du Nigéria voisin, du Tchad ou de la République Centrafricaine, l'absence de guerre et de troubles politiques au Cameroun sont un gage de sécurité pour les populations et les investissements français dans la sous région. Cette stabilité politique¹⁷ est donc utile et bénéfique pour la France dans le sens de la préservation de ses intérêts militaires et économiques.

La coopération entre la France et le Cameroun sur le plan militaire repose sur un Accord de coopération militaire et un Accord de défense signés en 1974¹⁸ et révisé le 21 mai 2009. La révision des accords de défense liant la France à certaines de ses ex-colonies est l'une des promesses de campagne de N. Sarkozy et l'un des leitmotiv de la nouvelle politique africaine de la France, détaillée en février 2008 au Cap. Cette révision vise une réorganisation de la présence militaire française au Cameroun, et une institutionnalisation plus concertée et plus transparente de ses opérations. Au Cap, le Président Sarkozy avait déclaré « *La présence militaire française en Afrique repose toujours sur des accords conclus au lendemain de la décolonisation, il y a plus de 50 ans ! (...) Ce qui a été fait en 1960 n'a plus le même sens aujourd'hui* »¹⁹. La visite du Premier Ministre François Fillon en mai dernier avait donc pour but entre autres, la signature de ces nouveaux accords dits de « nouvelle génération ».

En dépit de problèmes évidents (corruption, faiblesse des institutions etc.), l'Etat camerounais jouit d'une certaine stabilité, qui rend la perspective d'un conflit moins probable en cas de crise interne ou même de choc externe. Le Cameroun n'a pour ainsi dire aucun lien connu avec les groupes armés dans les conflits qui gangrènent ses pays frontaliers (Tchad, RCA, Congo, Nigeria). Beaucoup de hauts responsables d'Etat en effet, que ce soit pour des intérêts personnels ou pour protéger le pays/régime (ou, plus probablement une combinaison des deux), n'ont de cesse d'appeler à l'unité, manifestant là une détermination réelle à éviter la désintégration de

¹⁷ Des risques de conflit existent cependant avec l'approche des élections présidentielles en 2011.

¹⁸ Mais les premiers accords sont en réalité plus anciens. Le 13 novembre 1960 notamment, le Cameroun a signé avec la France un accord concernant l'assistance militaire technique aux Forces armées camerounaises ; une Convention sur le rôle et le statut de la Mission militaire française au Cameroun et un Accord de défense. En fait tous ces accords rentraient dans un schéma plus général des « Accords de coopérations » entre la France et le Cameroun.

¹⁹ Disponible sur www.elysee.fr, rubrique international-Afrique-discours du cap

l'Etat²⁰. Le Cameroun se positionne ainsi comme un havre de stabilité en Afrique centrale, dont le climat serait favorable aux affaires.

Un accès privilégié aux matières premières

Outre sa stabilité politique, le Cameroun représente pour la France l'assurance d'un accès privilégié aux matières premières, en tant que premier partenaire économique. Avec environ 140 filiales d'entreprises françaises sur le terrain, la France fait partie des premiers investisseurs étrangers du pays. Les groupes français sont notamment présents dans les secteurs des hydrocarbures, de l'agroalimentaire, du ciment, du bois, des BTP, des télécommunications, et de la logistique.

Les échanges commerciaux entre la France et le Cameroun ont connu quelques années de recul, avant de remonter jusqu'à dépasser le milliard d'euros²¹. La part de marché française au Cameroun reste donc relativement stable, malgré l'irruption de nouveaux acteurs concurrents comme la Chine, le Japon ou les USA. La France absorberait ainsi 11,9% des exportations de camerounaises de biens, notamment du pétrole brut, de l'aluminium, du bois, des bananes et du caoutchouc. Le brut représenterait ainsi 30% des importations françaises au Cameroun. Au sein de l'Europe, la France elle seule absorbe 40 à 50% de la valeur totale des produits vendus par le pays (R. A. Tsafack, 2009). Si en termes d'exportations la France rivalise avec les Pays Bas, l'Espagne ou encore la Chine, pour ce qui est des importations, elle est largement en tête avec 21.03%, devant le Nigeria (10.79%), la Chine (10.25%), ou encore la Belgique (6.62%) et les USA 4.31%²². Les importations camerounaises concernent principalement les biens d'équipement (machines, équipement électrique, transports, carburant) et des produits de consommation (Blé, Farine, etc.). En termes d'échanges commerciaux, la France reste donc le premier partenaire commercial du Cameroun, talonné par la Chine et la Belgique. Le groupe français Bolloré y réalise par exemple, une grande partie de son chiffre d'affaires. Selon une enquête intitulée « *Cameroun : l'empire noir de Vincent Bolloré* » menée par le journaliste Benoît Collombat et diffusé

²⁰ Grâce à cette image, le Cameroun est le seul pays d'Afrique à avoir à trois reprises accueilli d'imminentes personnalités mondiales comme le Pape Jean-Paul II (2fois) et le Pape Benoît XVI (1 fois).

²¹ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/cameroun_361/france-cameroun_1114/index.html#sommaire_2

²² <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/cm.html> (2009)

sur France Inter²³, le Groupe Bolloré contrôlerait sur le port de Douala, le chemin de fer, le transport maritime, le transit, les ressources forestières, et aurait le monopole sur le commerce des produits comme l'hévéa, l'huile de palme, ou encore la banane.

Le Cameroun pour la France, c'est aussi le plus grand destinataire de l'Aide Publique au Développement. Cette aide substantielle, bien qu'en baisse et aujourd'hui « européenne », masque difficilement l'enjeu essentiel que constitue l'entretien de l'influence française sous toutes ses formes. Dans ce contexte, la France a dans la politique africaine de l'Union Européenne, une aura et une influence certaine.

Dans tous ces enjeux cependant, une chose au moins frappe, c'est que N. Sarkozy ne s'y est jamais personnellement impliqué²⁴, laissant à ses collaborateurs le soin de mettre en œuvre ses politiques de rupture. Quand on connaît l'énergie que met le président français à défendre ses réformes, on se demande pourquoi lorsqu'il s'agit du Cameroun et de l'Afrique, cette énergie semble soudain apaisée.

Pour conclure : une relation France-Afrique *déclinante*

Discours francs et décomplexés, révision des accords de coopération militaire, renforcement de la coopération économique à travers une multilatéralisation de l'aide au développement, continuation des visites bilatérales mais distanciation avec les chefs d'Etat, sous quels angles peut-on lire la politique de rupture de N. Sarkozy en Afrique? On serait tenté de la lire dans ses nombreux discours de rupture (Cotonou, Dakar, Cap, Nice etc.). Seulement, de leur temps, « Mitterrand l'africain » et « Chirac l'africain » eux-aussi dénonçaient, à leur façon, les pratiques clientélistes, personnelles et amicales entre la France et ses anciennes colonies, pratiques, dont l'unique mérite était un enrichissement abusif et illégal au mépris des populations africaines.

On serait tenté de la lire à travers la réaffirmation en acte, de la multilatéralisation et de la dépersonnalisation des relations de la France avec l'Afrique. Mais quelque chose dans l'expérience africaine de la France, dont le sommet France-Afrique, et plus récemment le défilé du 14 juillet en

²³ On peut (re)écouter le reportage sur le site de France inter, émission interception du 29 mars 2009 présentée par Lionel Thompson et Pascal Dervieux : « Cameroun : L'empire noir de Vincent Bolloré »

²⁴ En dehors de son intervention personnelle dans l'affaire de l'Arche de Zoé, au mépris de la souveraineté nationale du Tchad.

présence des chefs d'Etat africains, donnent à la France, un poids et une légitimité certaine, dans la définition et l'orientation de ces enjeux.

On serait tenté aussi de la lire à travers la révision des accords de coopération militaire et de défense. Mais le secret sur ces accords, le soutien de Paris à Idriss Déby du Tchad, et la présence continue de militaires français même dans des zones sans conflits, révèle la force des liens franco africains en matière de défense. Ce maintien d'une certaine influence, passe comme le disait J. F. Bayart par une plus grande stabilité des régimes en place, et leur intégration la plus étroite à la défense française (J. F Bayart 2008).

On serait enfin tenté de lire la politique de N. Sarkozy en Afrique dans une certaine posture de distanciation vis-à-vis des anciens comme P. Biya, vis-à-vis des réformes engagées au plan de la coopération, ou vis-à-vis du rapprochement vers d'autres Etats comme le Nigéria, l'Angola ou la Libye. Le réseau d'Hommes d'affaires et d'amis politiques du président français reste cependant largement rodé aux pratiques antérieures (Foccart, Bourgi, Bolloré, Juppé etc.).

Le cas du Cameroun éclaire d'une certaine manière cette ambivalence de la politique de N. Sarkozy en Afrique. Malgré ses discours sur la rupture, sur l'importance de l'Afrique dans le concert des Nations, malgré les nouveaux outils mis en place, force est de constater que l'Afrique ne fait pas partie des préoccupations de N. Sarkozy (H. Hugon, 2010). Il s'agit plutôt d'une bonne nouvelle pour les critiques de la *françafrique*. Seulement, cette impulsion nouvelle donnée par N. Sarkozy n'a pas détourné la diplomatie française en Afrique de ses terrains de prédilection traditionnels. Derrière des apparences de rupture, l'action du président français demeure ainsi fidèle aux principes qui l'ont historiquement guidée²⁵. On ne change pas une politique étrangère comme ça du jour au lendemain. C'est un outil diplomatique difficile à réformer, car possédant une tradition et une culture propre (F. Charillon, 2009). Changer de politique étrangère, impose alors de modifier plusieurs de ses composantes : le style, la méthode et les objectifs. Les différentes initiatives engagées par le candidat de la « rupture tranquille », avec une façon bien à lui d'habiter le corps présidentiel peuvent dans ce cas être envisagées comme une forme de rupture. Le risque des vieux réflexes n'est cependant pas à écarter, au regard des luttes d'influence

²⁵ Principes qui visent qui économiquement, politiquement et militairement, visent la préservation de l'essentiel de ses capacités en Afrique (J. F. Bayart, 2008)

qui se jouent actuellement sur le terrain africain²⁶, et de l'importance qu'attache les chefs d'Etat africains au soutien de la France dont très certainement un désengagement les fragiliserait²⁷.

Bibliographie

Ouvrages

Aerts, Jean-Joël (dir.), Cogneau, Denis, Herrera, Javier, de Monchy, Guy, Roubaud, François, *L'économie camerounaise. Un espoir évanoui*, Paris, Karthala (coll. « Les Afriques »), 2000.

Chrétien, Jean-Pierre (eds). *L'Afrique de Sarkozy. Un déni d'histoire*. Paris : Karthala 2008

Foutoyet, Samuel., *Nicolas Sarkozy ou la françafrrique décomplexée*, Hérissé : Tribord 2009.

Glaser, Antoine et Smith, Stéphane, *Sarko en Afrique*, Paris : Plon 2008

Tonme, Shanda., *La politique africaine de la France en question*, Paris : L'Harmattan collection point de vue, 2008.

Chapitres d'ouvrages

Chrétien, Jean-Pierre, « Par delà un discours présidentiel », in Chrétien, Jean-Pierre (eds) *L'Afrique de Sarkozy. Un déni d'histoire*. Paris : Karthala 2008

Bayart, Jean-François, « Y a Pas rupture Patron », in Chrétien, Jean-Pierre (eds) *L'Afrique de Sarkozy. Un déni d'histoire*. Paris : Karthala 2008

Mbembé, Achille, « L'intarissable puits aux fantasmes », in Chrétien, Jean-Pierre (eds) *L'Afrique de Sarkozy. Un déni d'histoire*. Paris : Karthala 2008

Articles de revue

²⁶ La Chine, les USA, le Brésil et d'autres puissances émergentes se battent pour l'accès aux matières premières et aux ressources énergétiques. Le contexte géostratégique ne s'y prête donc pas.

²⁷ D'où le maintien d'une capacité d'influence militaire forte, non remise en cause par N. Sarkozy

Bayart, Jean François, « Réflexions sur la politique africaine de la France », *Polaf* 58, juin 1995, pp 41-50.

Charillon, Frédéric, « Nicolas Sarkozy à mi-parcours : comment réformer une politique étrangère ? », *politique étrangère* 2009/02-2009/2, Eté, p. 391-402.

Claude, Gérard., « Chirac « l'Africain ». Dix ans de politique africaine de la France », 1996-2006, *Politique étrangère* 2007/4, Hiver, p. 905-918.

De Charette H., Nicolas Sarkozy et la politique étrangère de la France : entre changement et continuité, *Revue internationale et stratégique* 2008/2, N° 70, p. 7-12.

Mbembe, Achille, « L'Afrique de Nicolas Sarkozy », *Mouvements* 2007/4, N° 52, p. 65-73.

Politique Africaine, *Pour une autre politique de la France en Afrique, interpellations et engagements de campagne électorale*, Document pp 140-153.

Pondi, Jean Emmanuel., « La coopération franco-africaine vue d'Afrique », *Revue internationale et stratégique* 2002/1, n° 45, p. 127-136.

Thiam, Assane, « La politique africaine de Nicolas Sarkozy : rupture ou continuité ? », *politique étrangère* 2008/04-2008/4, Hiver, p. 873-884.

Tsafack Nanfosso, Roger, A. « Economie politique d'une dynamique dans les exportations camerounaises », *Nordic Journal of African Studies* 15(3): 344–366.

Sites internet

www.cairn.info.gate3.inist.fr

www.cameroon-info.net

www.cameroon-tribune.net

www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook

www.diplomatie.gouv.fr

www.elysee.fr

www.iricuy2.net

www.cean.sciencespobordeaux.fr/polaf.htm

www.iris-france.org

www.jeunefrique.com

www.lemonde.fr

www.lexpress.fr

www.presidenceducameroun.com

www.prc.cm

www.quotidienmutations.info